

Individualisme, inégalités, peur de l'autre, le lien social se délite-t-il ? Cohésion sociale : l'impression d'une régression inquiète

À la fin de l'année 2011, en l'espace de quelques semaines, quelques dizaines d'écrivains, d'universitaires ou d'analystes politiques se sont réunis à Grenoble, puis à Paris, pour échanger sur le thème du lien social en France. À la base de chaque rencontre, on trouve l'idée que quelque chose est à reconstruire au sein de la société française pour resserrer les liens qui unissent la population. Nous revenons ici sur les thèmes évoqués par les différents intervenants pour expliquer ce délitement et pour l'endiguer.

Du 11 au 13 novembre 2011, à Grenoble, *Le Monde*, France Culture et France Inter ont organisé un forum de débats sur le sujet : « Refaire société ». Les 1^{er} et 2 décembre 2011, à Paris, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a animé un colloque sur le thème : « Vivre ensemble ». Les deux événements ont donné lieu à la publication de « cahiers » du *Monde*, respectivement datés du 10 novembre et du 1^{er} décembre 2011.

Les expressions utilisées comme thèmes de ces événements peuvent interroger. Pourquoi ne pas parler plus clairement de cohésion sociale, puisque c'est bien évidemment le sujet qu'abordent ces deux événements ? Au-delà, pourquoi l'expression un peu « passe-partout » de « vivre ensemble » connaît-elle un tel succès ? Si le problème n'est pas entièrement nouveau, sans doute ces données sont-elles du moins en train de changer. S'appuyant sur un sondage Ipsos pour le CESE, Pascal Perrineau, directeur du Cevipof (Sciences po, CNRS) constate, en effet, que « *presqu'un Français sur deux (entre 43 % et 46 %) a le sentiment que les relations entre communautés religieuses, au sein de l'entreprise ou entre personnes d'origines ethniques différentes se sont dégradées* » sur les dix dernières années. Pourtant, la question de la coexistence est primordiale dans une société. C'est elle qui détermine nos objectifs de santé (relation au handicap, au grand âge), d'éducation, d'aménagement du territoire...

Un problème de confiance en soi ?

Cette question n'est toutefois pas faite que d'éléments nouveaux. Ainsi, les peurs individuelles et collectives sont un danger permanent pour cette cohésion. Ce peut être celle du déclassement individuel (perte de sa place dans la société) ou du déclassement national (perte de la place de son pays dans le monde). Ce peut être également une peur de la différence culturelle ou religieuse. Ces peurs montrent le besoin d'une « *reconstitution de la confiance en*



Jean-Paul Delevoye

soi » – préalable indispensable à l'engagement collectif, pour Jean-Paul Delevoye, le président du CESE. Celui-ci met aussi en avant le rôle de la classe politique dans cette reconstitution. Si « *la gauche mobilise contre la mondialisation* » et « *la droite contre les fraudeurs ou les étrangers* », il est impossible d'avoir « *un débat politique apaisé pour retrouver un élan autour d'un projet collectif* ».

Mais le manque de confiance et la peur sont, en fait, souvent liés à un même type de rejet, celui de l'étranger, ou considéré comme tel. Ainsi, Jean-Paul Delevoye voyait dans la campagne sécuritaire de l'élection présidentielle 2002, le symptôme d'une société dans « *laquelle les individus cherchent à se protéger de l'autre et n'ont plus le sens du collectif* ». Kofi Yamgnane, ancien secrétaire d'État à l'Intégration (1991-1993), faisait aussi le lien, le 15 octobre 2011, sur *Médiapart*, entre une « *France trop peu sûre d'elle-même* » et « *les trop nombreux regards obliques vis-à-vis des concitoyens de couleur ou de religion différente* ». L'un des problèmes majeurs de la cohésion sociale en France est donc lié à l'intégration et au regard porté sur la population issue de l'immigration.

Le rejet de l'autre

Sur ce point, une évolution des représentations est sans doute souhaitable si l'on tient compte des préjugés dont Amel Boubekeur, sociologue, fait état dans sa ville d'origine : « *Certains pensent même qu'à Trappes, il n'est pas possible de se promener sans un voile [islamique] sur la tête* ». Elle déplore aussi le manque de visibilité médiatique des musulmans dans les médias : « *Pour qu'il passe à la télé, un musulman doit être un intello ou un intégriste* ». Au-delà des médias, les politiques peuvent influencer sur ces représentations en utilisant à leurs fins des événements ou des tensions, souvent dans des villes multiethniques périurbaines, et en tentant de stigmatiser des groupes, souvent nord-africains et musulmans.

Souleymane Bachir Diagne, philosophe, rappelle pourtant que c'est bien un double mouvement qui permet l'intégration, la création par une communauté

Haute-Mayenne : le lien intergénérationnel pour faire vivre mieux les territoires ruraux

Le « vivre ensemble » n'est pas simplement surmonter les différences et maintenir la solidarité. Il peut également s'agir, plus spécialement pour les territoires ruraux, de pallier la baisse d'intensité de la vie villageoise et retrouver le contact, parfois même le moins évident : le lien intergénérationnel.

Les initiatives locales, innovantes, en vue de faire vivre les territoires, sont bien souvent celles des citoyens eux-mêmes. Dans le pays de Haute-Mayenne, regroupant une centaine de communes et six communautés, le Conseil de développement, qui réunit citoyens et membres de la société civile, a donc cherché à créer des lieux où la population pourrait de nouveau se rencontrer. Il a proposé l'idée de composer des jardins pédagogiques intergénérationnels. Huit communes de Haute-Mayenne l'ont concrétisée. Le principe est simple : une commune volontaire confie un terrain au Conseil de développement ; celui-ci sera géré et, à l'occasion, animé par des bénévoles en vue de rassembler une partie de la population autour d'un projet commun. Ensuite, ce terrain servira de lieu de vie villageoise agréable pour tous les habitants.

À Saint-Denis-de-Gastines, grâce à une coopération avec l'école maternelle, les participants ont entre 3 et 95 ans. L'aspect pédagogique, à travers la dimension intergénérationnelle, apparaît évident. À Château-Gontier, la résidence Habitat Jeunes, l'Iliade, a aussi choisi l'idée du jardin pour engendrer du lien entre les résidents du foyer, mais aussi avec ceux des logements pour personnes âgées, adjacents. Le projet s'intitule : « Avoir un Pot'agé ».

Et si l'initiative du Conseil de développement ne fait pas tache d'huile dans le pays de Haute-Mayenne, après tout, pourquoi s'en plaindre ? Le jardin n'est pas un but, mais un moyen. Le lien peut se générer de différentes façons. Toujours dans la commune de Saint-Denis-de-Gastines, où le tissu associatif est historiquement dense, les jeunes et les plus vieux peuvent se rencontrer aussi bien lors du tournoi de basket intergénérationnel annuel, avec notamment beaucoup de membres des familles, des licenciés, qu'à l'occasion de l'aide nécessaire lors de la préparation et au moment du festival Au Foin de la rue.

Pour faire le point sur ces initiatives, le Comité d'étude et de liaison des associations à vocation agricole et rural (Celavar) et le Réseau rural des Pays de la Loire ont récemment organisé une journée d'échanges sur le thème : « Jeunes et seniors, ensemble pour vivre et faire vivre les territoires ruraux ».

Géraldine Chevalier, doctorante en sociologie, a effectué un tour de France des innovations sociales pour sa thèse. Invitée à intervenir sur le thème de la stimulation des territoires par l'innovation, elle résume bien l'idée centrale qu'on trouve en amont des jardins et autres initiatives : « *L'innovation est à l'optimisme ce que la source est au ruisseau* ».



Visite de jardins à Saint-Denis-de-Gastines, lors de la journée d'échanges.

de modes de vie compatibles avec leur lieu de vie, mais aussi leur acceptation par une société prenant en compte leurs demandes et besoins. Pour montrer que ce mouvement est en partie déjà en marche, il s'appuie sur une étude de 2005, de Jytte Klausen⁽¹⁾, spécialiste danoise en recherche sociale, montrant le développement réel d'un euro-islam. Au niveau du modèle d'intégration, Souleymane Bachir Diagne montre que le refus peut se cacher dans différents discours : derrière celui de la cohabitation multiculturelle ou « multiculturaliste », on peut trouver l'idée d'exclusion tandis que le discours issu de l'idéal laïc et républicain, peut cacher



Souleymane Bachir Diagne

l'autochtonisme, autrement dit l'assimilation sans syncrétisme.

Mais si l'on en croit les statistiques de l'enquête utilisée plus haut, selon 39 % et 43 % des personnes interrogées (deux réponses possibles), ce sont la crise économique et financière d'une part, et l'accroissement des inégalités d'autre part, qui menacent le plus la capacité de bien vivre ensemble en France, loin devant les problèmes d'extrémisme religieux et l'individualisme (26 % et 25 %). Notre société a de loin dépassé le principe selon lequel un accroissement des inégalités n'est acceptable, voire souhaitable que si le niveau de vie des plus modestes profite également des conséquences économiques positives de cette évolution. Sans doute, derrière ces opinions, peut-on voir l'impression fondée du recul de l'égalité des chances en France.

⁽¹⁾ – *The Islamic Challenge. Politics and Religion in Western Europe*, éd. OUP Oxford, 2005.

Les inégalités sociales : le nœud du problème

Pierre Rosanvallon, historien, professeur au collège de France et président de l'association « La République des idées », et Florent Guénard, maître de conférences en philosophie, montrent que l'exemple grec est vraiment révélateur du fait qu'une explosion économique et sociale peut totalement bousculer une cohésion sociale déjà fragile. Une société peut faire front commun face à une crise, mais que faire si l'on dépense son énergie à trouver le coupable, si l'incivisme devient la norme et si les plus riches évitent l'impôt comme la peste ?

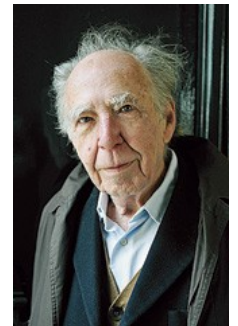


Pierre Rosanvallon

Où en est-on en France ? Pas à ce point évidemment, ni en termes de situation économique, ni de manque de solidarité. Cependant, Roger Pol-Droit, journaliste collaborateur du *Monde*, fait de l'individualisme triomphant, une donnée à prendre en compte. En effet, si les règles collectives sont de moins en moins respectées, « *la question de la coexistence est à reformuler* ». Jean-Paul Delevoye voit se développer en France un individualisme mettant en danger la solidarité et donc le lien social, non seulement vis-à-vis des plus faibles, mais aussi vis-à-vis de la communauté, notamment par une réticence de plus en plus forte à l'impôt. Thierry Pech, directeur de la rédaction d'*Alternatives économiques*, estime d'ailleurs que le système français a connu des évolutions inquiétantes au niveau fiscal depuis environ vingt ans. En effet, sur cette période, « *les très hauts revenus ont augmenté plus vite que les autres* », alors que « *l'évolution de la fiscalité a été dans le même temps très favorable aux plus aisés* ».

Du fait de différents avantages ciblés, les 2 % à 3 % des plus riches ont un taux d'imposition inférieur aux classes moyennes qui peuvent avoir le sentiment légitime d'être les grands perdants du système, en voyant la redistribution leur échapper aussi : de quoi tuer l'envie de solidarité basée sur l'impression de justice. Pour les ouvriers, même le rapport à la vie est marqué par des inégalités. Comparativement à un cadre, la sénilité d'un ouvrier intervient en moyenne quinze ans plus tôt et la mort sept ans.

Pierre Rosanvallon va même jusqu'à qualifier les évolutions récentes des inégalités de « *contre-révolution silencieuse* », amenant une « *troublante atmosphère de retour au XIX^e siècle* ». Les difficultés de la partie de la population la plus exposée aux aléas de l'économie et de la crise viennent en effet de l'effritement d'un modèle social construit au XX^e siècle et sans doute propre à celui-ci. Mais cet effritement, provoquant une « *montée des incertitudes* », explique Robert Castel, sociologue spécialiste de la condition salariale, est surtout le fruit d'« *une modernité désenchantée* ». « *Hégémonie du capitalisme financier, emplois fragmentés, contrats à durée déterminée, stages de longue durée* », telle est la réalité de cette modernité, celle de la transformation du salariat en « *précarité* ». Et si jamais l'on doute que les inégalités n'aient jamais eu un réel impact sur la qualité du « *vivre ensemble* », on peut se remémorer la phrase attribuée à Plutarque : « *Le déséquilibre entre les riches et les pauvres est la plus ancienne et la plus fatale des maladies des Républiques* ».



Robert Castel